

RACHID BENAÏSSA À LA CHAÎNE III : «Les prix des fruits et légumes ne sont pas chers»

Invité hier à s'exprimer sur les ondes de la radio Chaîne III, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé que les prix des fruits et légumes, appliqués actuellement dans les différents marchés du pays, ne sont pas chers.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Je ne sais pas d'où vous ramenez cela ! Quel que soit le prix que vous annoncez, certains les trouveront chers et d'autres non !

Les prix des oranges oscillent entre 60 et 100 DA et l'on me dit que c'est de la bonne qualité par rapport à celles de l'année dernière», a argumenté M. Rachid Benaïssa, répondant à la question de Souhila El Hachemi, l'animatrice de l'émission «L'invité de la rédaction», qui l'a interrogé sur les prix «relativement chers» des fruits et légumes. «Je pense qu'il y a une fête de l'agriculture ces jours-ci à Tipasa, je vous invite à y aller.

Comme ça, vous poserez les vraies questions aux vrais acteurs !».

Abordant la disponibilité du lait subventionné et conditionné, le ministre a estimé que les dispositions nécessaires ont été prises et que la filière «se stabilise».

«Dimanche dernier, 860 000 litres de lait subventionné ont été distribués à Alger. Nous n'avons pas dépassé les 700 000 litres/jour en 2010», a-t-il précisé, refusant de parler de pénurie.

La crise qui a ébranlé le marché pendant plusieurs mois s'explique, selon lui, par la perturbation des circuits de distribution et le comportement de certains consommateurs, qui achètent en

grandes quantités pour stocker.

«Au ministère, un chauffeur a acheté 15 litres de lait ! Je ne comprends pas ce comportement !», a-t-il lâché.

Dans le même ordre d'idées, le ministre a annoncé que sur les 111 laiteries, 97 ont signé les contrats de partenariat avec l'Office national interprofessionnel de lait (Onil) pour s'approvisionner en poudre de lait.

«Les transformateurs sont libres d'importer et de collecter du lait. Nous leur demandons, dans le cadre d'un partenariat, de participer à mettre du lait subventionné. Dire je n'ai pas reçu de lait, donc je ne travaille pas, ne tient pas la route ! Quand on a un investissement de ce genre, il faut s'assurer de son approvisionnement !».

Le ministre a laissé entendre que l'insuffisance de la poudre distribuée



Photo : DR

et son blocage au niveau du port sont des problèmes qui sont en train de «s'estomper» et que «les choses commencent à revenir à la normale».

Le prix du sachet de lait cédé à 25 DA ne

changera pas, a-t-il rassuré, rappelant que les prix du lait fabriqué à base de lait cru restent libres.

«La filière du lait cru a des difficultés. Sur une production de 2,5 milliards de litres en 2010, seulement 300 millions de litres ont été collectés.

Notre objectif est d'arriver

à 700 millions de litres», a affirmé Rachid Benaïssa.

Concernant le Syrpalac, dispositif de régulation qui concernait la pomme de terre, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué qu'il a été élargi à l'aviculture, à l'oignon et à l'ail.

I. B.

ÉLECTRICITÉ

Le gouvernement ne compte pas revoir les tarifs

Le gouvernement n'a «strictement aucune intention de revoir les prix de l'électricité», selon le ministre de l'Energie et des Mines.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, au Centre de presse d'El Moudjahid, lors d'une conférence-débats, Youcef Yousfi a indiqué que la révision à la hausse des tarifs de l'électricité n'est pas à l'ordre du jour. Ni celle également des prix du gaz naturel livré à Sonelgaz pour la production de l'électricité et dont le coût est subventionné. A ce propos, M. Yousfi a précisé que l'Etat consacre l'équivalent de 7 milliards de dollars, en vue de permettre un coût accessible à l'électricité pour le citoyen.

Auparavant, le ministre de l'Energie avait évoqué l'objectif d'atteindre un taux d'électrification de 99% et de pénétration du gaz dans les foyers de 53%.

Et cela dans la mesure où Sonelgaz lance un vaste programme de développement à l'horizon 2015, avec 30 milliards de dollars d'investissements.

Néanmoins, le cap est lancé pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables, à même de générer 40% de l'électricité nécessaire et des centaines de milliers d'emplois à l'horizon 2030. En ce sens, un programme national est en cours de maturation gouvernementale et devrait être opérationnel dès le prochain trimestre. Avec l'ambition affichée de créer, à terme, un institut, voire une «Sonatrach des énergies nouvelles et renouvelables», en valorisant les capacités nationales tout en laissant la latitude au partenariat avec l'Europe en matière d'exportation d'électricité produite.

Concernant l'électronucléaire, M. Yousfi a écarté l'acquisition d'un troisième réacteur nucléaire et précisé que les études sont lancées pour la réalisation d'une centrale nucléaire, d'ici 10 à 15 ans. «Il faut s'y préparer», dira-t-il, en termes de formation, sûreté et sécurisation. De même que le ministre de l'Energie a indiqué l'intensification de l'exploration d'hydrocarbures, à 40% en 2011, en y consacrant plus de 30 milliards de dollars d'ici 2015 et en se lançant

dans l'acquisition des technologies modernes et le développement de l'offshore. En outre, il a indiqué que le gazoduc trans méditerranéen Medgaz devrait entrer en service, d'ici quelques semaines ou mois, dès le règlement de certains «problèmes techniques». Par ailleurs, il a assuré que la nouvelle ville de Hassi Messaoud

sera réalisée «dans les délais». Auparavant, M. Yousfi avait indiqué que les recettes d'exportations d'hydrocarbures ont atteint 56 milliards de dollars en 2010, en hausse de 25% par rapport à celles de 2009, une amélioration favorisée par le redressement du marché pétrolier mondial.

C. B.

CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Yousfi demande des preuves

La corruption, le recours aux pots-de-vin (bakchich) dans le secteur de l'énergie et des mines sont «inacceptables, inadmissibles», selon Youcef Yousfi.

Pour autant, le ministre de l'Energie refuse le recours aux «généralités» mais veut des cas concrets, des preuves. Et d'autant que le secteur a mis en place, selon lui, des «systèmes d'inspection, d'audit et d'enquête».

C. B.

CESSION DES ACTIFS DE BP Sonatrach en pole position

Sonatrach est en bonne position pour reprendre les actifs de BP si la société britannique «le veut». C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines a laissé entendre hier, tout en refusant de se prononcer de manière «précipitée», d'autant que «le dossier reste à l'étude au niveau de Sonatrach et toutes les options sont possibles».

C. B.

BÉCHAR

Des universitaires rejettent les résultats d'un concours et pointent du doigt des responsables de Naftal

Ils sont venus d'Oran, de Sidi-Bel-Abbès et d'Abadla, avec leur diplôme dans la poche et surtout l'espoir de décrocher un poste, à travers un concours, dans l'une des plus prestigieuses entreprises d'Algérie, Naftal en l'occurrence. Ils sont repartis bredouilles, avec le sentiment d'avoir été utilisés comme faire-valoir.

Ce sont de jeunes universitaires alertes, qui semblent tout à fait convaincus que les autorités ne vont pas fermer les yeux sur ce qui s'apparente, selon eux, à un véritable scandale. Dans une lettre déposée à notre bureau, ils accusent certains responsables de cette entreprise d'avoir privilégié des proches dans le concours de recrutement qui s'est déroulé le 12 janvier au siège de Naftal, à Béchar, et demandent aux autorités l'ouverture d'une enquête. «En clair, ce concours n'a servi qu'à faciliter le recrutement de trois personnes dont les noms étaient connus bien à l'avance», selon eux, qui ajoutent que l'un n'est autre que le fils d'un cadre de l'entreprise et les autres, des proches du chef du personnel et du chef de département finances. «Des noms qui se répètent souvent dans cette entreprise». L'un d'eux, affirme ces jeunes universitaires, disposait d'un poste permanent dans une autre entreprise». La copie de cette lettre a été transmise au président de la République, au wali de Béchar, à la presse indépendante, aux responsables de Naftal et aux services de sécurité. Ils rappellent, enfin, que le ministre de l'Industrie et le DG de Sonatrach avaient, il n'y a pas longtemps, déclaré que Sonatrach appartient à tous les Algériens, sans aucune distinction.

Liès Mourad